

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE  
DE LA MAGISTRATURE

A MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

CONCOURS ou EXAMEN\* : Magistrature -

1<sup>o</sup> concours

DATE : 07/06/2016

re impérative et de  
mobiles, relève  
la souveraineté  
de confier  
dième

unis

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : **01239**

NOTE

**15 / 20**

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES : **6**

COMPOSITION DE Droit civil - procédure civile

Le jugement est le terme extinctif naturel du procès civil : en tranchant définitivement (sans réserve de l'exercice d'une voie de recours) le litige qui oppose le demandeur et le défendeur, le juge applique le droit, clôture le différend et ouvre une nouvelle phase du procès, la période de l'exécution.

La Cour Européenne des Droits de l'Homme

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE  
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)

P FAN

Il est interdit aux candidats de signer

libertés fondamentales

d'éviter que la

l'occasion de

procès civil

Des

du

N

route au détriment d'une des parties (Com 604, 19 mars 1997, *HORNBY c/ France*). Plus qu'une simple conséquence de l'absence du jugement, l'exécution est donc érigée en droit pour les parties au procès civil. À l'inverse, il s'agit d'un devoir à la charge de l'État, qui doit organiser des procédures efficaces permettant d'assurer l'exécution des décisions de justice rendues au profit du peuple français.

L'imperativité du droit exécutif des décisions de justice se manifeste par son domaine d'application; qui ne se limite pas au monde judiciaire. Dans un arrêt *Comité de 1923*, le Conseil d'État a reconnu que la carence dans l'exécution d'une décision administrative pouvait engager la responsabilité sans faute de l'administration. L'exécution des jugements s'inscrit également dans une perspective internationale: par l'organisation d'une procédure "d'exequatur" (articles 509 et suivants du Code de Procédure Civile), le système judiciaire français assure la reconnaissance et l'exécution sur son territoire des jugements rendus à l'étranger.

Néanmoins, la détermination et la mise en œuvre de

rattache à l'article 6 de la Convention cette phase d'exécution du jugement, qui constitue selon elle une composante du droit à un procès équitable. Le droit d'accès à un Tribunal serait en effet illusoire si l'ordre judiciaire interne d'un État permettait qu'une décision judiciaire définitive et obligatoire reste impuissante.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

l'exécution des jugements, en raison de son imperativité et de pouvoirs de contrainte qu'elle nécessite de mobiliser, relève d'une prérogative régalienne mettant en cause la souveraineté de l'Etat. Aussi en France, le droit retenu fut de confier l'exécution des jugements à l'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle au sens de l'article 66 de la Constitution. Celle-ci est assistée par des officiers ministériels soumis à des règles statutaires de déontologie strictes, les huissiers de justice, chargés de la mise en œuvre matérielle des opérations d'exécution sous le contrôle du ministère public (articles L. 121-5 et -6 du Code des Procédures Civiles d'Exécution).

Mais tel droit, alors que le libéralisme caractérisait nos sociétés modernes permettait auparavant de confier l'exécution des jugements à des sociétés privées, se justifie par les atteintes qui pourraient être portées aux droits et libertés fondamentales de la personne - objet de l'exécution. En effet, l'application des procédures civiles d'exécution prévues par la loi pour assurer le caractère obligatoire du jugement peut conduire à porter atteinte au droit à la vie privée de la personne concernée (par la recherche d'informations sur ses conditions de vie), à son droit au logement (pénalisation dans les lieux sans son accord) ou encore à son droit à une vie familiale normale (par le biais d'une expulsion de sa personne et de tous occupants de son chef). En raison de ces risques, l'exécution des jugements, bien que constituant un droit pour la personne qui en est bénéficiaire, doit être conduite dans le respect des droits et

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

libertés fondamentales de l'autre partie. Il s'agira également d'éviter que la phase d'exécution du jugement ne constitue pas l'occasion de raviver le conflit existant par la clôture du procès civil.

Dès lors, dans quelle mesure l'organisation de l'exécution du jugement permet-elle de respecter l'équilibre des droits des parties au procès civil ?

L'exécution du jugement doit être efficace pour assurer le caractère obligatoire des décisions de justice (I), mais cette efficacité pourra être tempérée au raison de l'imperatif du respect des droits et libertés fondamentaux de l'autre partie (II).

## I/ La recherche de l'efficacité dans l'exécution du jugement

L'exécution du jugement est un droit pour la personne qui en est bénéficiaire en même temps qu'un impératif démocratique. Aussi, dès lors que les conditions légales sont remplies (A), un ensemble de mécanismes graduellement contraignants peuvent être mobilisés pour obtenir l'exécution du jugement (B).

### A/ Une exécution garantie en présence d'un jugement exécutoire

Pour pouvoir contraindre le débiteur à exécuter ce à quoi le jugement l'a condamné (faire, payer...), encore faut-il que ce jugement lui ait été notifié (1) et soit exécutoire (2).

# ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

## FEUILLE INTERCALAIRE N°4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

### 1) La notification du jugement

L'article 503 du code de procédure civile dispose que "les jugements ne peuvent être exécutés contre ceux auxquels ils ont été opposés qu'après leur avoir été notifiés".

La nécessité de porter le jugement à la connaissance de celui contre qui on veut l'opposer ne constituerait finalement que la poursuite du principe du contradictoire, posé aux articles 14 et suivants du code de procédure civile. Le principe demeure en effet que le jugement soit exécuté volontairement par la personne qui y est soumise. Or, l'impératif de loyauté inhérent à la procédure civile impose d'informer l'autre partie du dispositif du jugement rendu contre elle, afin de lui permettre de s'y soumettre volontairement. La frustration de l'exécution forcée ne se posera que dans un second temps.

Cette signification du jugement, à la charge de la partie la plus diligente, se révèle également essentielle dans la mesure où elle ouvre un certain nombre de délais, et notamment les délais d'exercice des voies de recours. L'article 680 du CPC précise par ailleurs que l'acte judiciaire de manière très apparente des délais d'opposition, d'appel ou de pourvoi en cassation.

La signification du jugement est donc nécessaire pour en assurer l'exécution : ainsi l'article 478 du CPC rend responsable l'exécutant du jugement rendu par défaut non notifié.

dans un délai de 6 mois. De plus, l'exercice d'une voie de recours dans le délai ouvert par la signification peut suspendre l'exécution.

## 2) de caractère exécutoire du jugement

Seul le jugement passé en force de chose jugée peut être exécuté : l'article 538 du CPC dispose que l'exercice d'une voie de recours ordinaire (appel ou opposition) suspend l'exécution du jugement. Ce principe, protecteur des droits de la défense de la personne à laquelle le jugement pourrait être opposé, peut néanmoins porter atteinte aux intérêts du créancier. Ce dernier pourrait craindre que l'autre partie ne cherche à dilapider son patrimoine pour se soustraire à ses obligations, ou qu'il multiplie l'exercice des voies de recours à des fins dilatoires. C'est la raison pour laquelle le code de procédure civile prévoit que certaines décisions, en raison de l'urgence inhérente à leur prononcé, sont exécutoires de plein droit. C'est le cas par exemple des ordonnances de référé, exécutoires au seul vu de la minute (article 495 al. 2 du CPC) ou de l'ordonnance portant injonction de payer (articles 1405 et suivants du CPC). Mais au-delà de ces cas d'exécution de plein droit, le créancier inquiet pour la conservation de ses droits peut également demander au juge qu'elle soit ordonnée (article 515 du code de procédure civile). Le magistrat s'assurera alors que l'exécution provisoire est à la fois nécessaire et compatible avec la nature de l'affaire, et qu'elle n'est pas interdite par la loi. Elle pourra être subordonnée à la constitution

# ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

## FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

d'une garantie (article 517 du CPC) dans la mesure où le jugement pourrait être réformé en appel ; en pareil cas l'exécution forcée pourrait causer un préjudice au débiteur qui n'était exécuté à tort en première instance.

Dans le cas de l'écartement des délais de recours comme de la mise en œuvre de l'exécution provisoire, le jugement sera revêtu de la formule exécutoire (article 502 du CPC) qui autorisera sa mise à exécution.

### B / Une exécution rendue possible par l'exercice de mécanismes spécifiques

Si le débiteur n'exécute pas volontairement ce à quoi le jugement l'a condamné, le code de procédure civile offre à l'autre partie la possibilité tout de se pourvoir contre l'exécution (1) que de contester le jugement (2).

#### 1) Prévenir

En amont de la phase d'exécution du jugement, le magistrat rendant la décision de justice dispose de la possibilité d'adopter d'une astreinte. Cette faculté, annexée généralement au juge de l'exécution (article C.131-1 du CPC), permet par son effet comminatoire de contraindre la partie concernée à exécuter le jugement ; d'astreinte, généralement provisoire, pourra ne pas être liquidée par le juge en cas d'exécution diligente et totale.

par le juge

Si une telle mesure n'a pas été mise en place, la partie qui souhaite obtenir l'exécution du jugement dispose elle aussi de la faculté de se prémunir de l'inexécution en ayant recours à des mesures conservatoires. Disposant d'un titre exécutoire (le jugement, au regard de l'article L. 111-3 1° du CPC), le créancier se voit offrir la possibilité de procéder par exemple à des saisies conservatoires sur les biens de l'autre partie, sans avoir à requérir l'accord du juge (article L. 511-2 du CPC). Au-delà de la sécurité octroyée par ce type de mécanismes, l'esprit est là encore de se contenter "d'effrayer" la personne qui doit exécuter le jugement, par l'effet préventif des règles du code. Néanmoins, si les mécanismes amiables échouent, le droit à l'exécution implique la mise en œuvre de procédures plus contraignantes.

## 2) Contrainte

Le code de procédures civiles d'exécution encadre les procédures qui permettent de contraindre, à l'abri par la force, à l'exécution du jugement. La mise en œuvre de ces divers mécanismes est à la diligence de la partie qui revendique l'exécution : l'article L. 111-1 du CPC prévoit plus globalement que tout créancier peut contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard. La mise en œuvre des voies d'exécution sanctionne le caractère obligatoire des contrats (article 1134 du code civil). Elles-ci doivent être d'autant plus efficaces dès lors qu'il s'agit d'assurer l'exécution des décisions de justice rendus au nom du peuple français.



# ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

## FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Ainsi, l'exécutai de paiement est garanti par l'intervention de l'huissier de justice, qui dispose de larges pouvoirs pour obliger l'autre partie à faire ce pour quoi elle a été condamnée. L'huissier, lié par un mandat avec son client, est en effet chargé pour son compte de rechercher des informations sur le débiteur afin d'assurer la mise en œuvre de procédures civiles d'exécution que le créancier aura librement choisies (article L. 111-7 CPC). En fonction de la nature de l'exécution recherchée : saisie-attribution de biens, saisie des rémunérations, expulsion... Si besoin est, l'huissier peut au cours de ses opérations requérir le concours de la force publique, que l'Etat ne peut refuser (article L. 153-1 CPC).

Au surplus, la partie victime de l'inexécution peut demander au juge de condamner le débiteur à des dommages et intérêts s'il lui oppose une résistance abusive (article L. 121-3 du CPC).

La diversité des mesures offertes par l'exécutai de paiement et le caractère contraignant qu'elles peuvent revêtir assurent donc l'existence du droit à l'exécution causée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Mais l'efficacité de ces mesures pourra être tempérée en raison de la préservation d'intérêts supérieurs, tels les droits et libertés fondamentaux du débiteur de l'exécutai.

## II/ Le respect nécessaire des droits fondamentaux dans l'exécution du jugement

L'exécution du jugement doit être efficace mais également être soumise au respect de la partie touchée par l'exécution dans sa personne ou son patrimoine. Ainsi l'intervention de l'autorité judiciaire est nécessaire (A) afin de contrôler la nécessité et la proportionnalité des mesures ordonnées (B).

### A/ Une procédure sous le contrôle du juge

Le contrôle effectué par l'autorité judiciaire atténue l'autorité des mesures d'exécution du jugement : le juge ayant rendu la décision dispose de ce pouvoir (1) mais cette garantie est surtout assurée par un juge spécifique, le juge de l'exécution (2).

#### 1) Le pouvoir de modulation de l'exécution du jugement par le juge - auteur de la décision

Le juge ayant rendu une décision peut, dans l'exercice de son pouvoir souverain, accorder un délai de grâce au débiteur qui se trouverait dans l'incapacité matérielle d'exécuter immédiatement le jugement. L'article 500 du Code de procédure civile dispose que l'octroi d'un délai de grâce constitue un obstacle à l'exécution du jugement, laquelle sera suspendue pendant ce délai déterminé par le juge. Celui-ci n'est pas libre pour autant : l'article 1344-1 du code civil limite ce délai à deux ans. Le magistrat qui accorderait des délais de grâce successifs sans tenir compte de cette prescription contreviendrait donc à la loi (Civ. 1<sup>re</sup>,

# ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

## FEUILLE INTERCALAIRE N°4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

6 juillet 1953, D. 1953, 393). Le juge dispose également de la faculté d'écheloner le paiement adonné par le débiteur durant la même période, fixant alors des modalités d'exécution respectueuses des facultés contributives du débiteur.

Un autre dispositif légal permet de protéger les intérêts de la partie qui doit opposer l'exécution provisoire d'un jugement dans le cadre de l'exercice d'une voie de recours. L'article 524 du code de procédure permet à cette partie de saisir le premier président de la Cour d'Appel pour arrêter l'exécution provisoire de droit comme adonnée, notamment si celle-ci "risque d'entraîner des conséquences manifestement excessives". Ainsi, la jurisprudence a pu estimer qu'en raison de la situation irréversible qu'elle créait, l'exécution d'un jugement de nature à ruiner complètement la trésorerie d'une entreprise devait être arrêtée (CA Paris 3 mai 1985, Bull. Ch. avril 1985, 3.94).

2) Le pouvoir de modulation de l'exécution du jugement par le juge de l'exécution

La préservation des droits et libertés fondamentaux de la personne concernée par l'exécution est garantie par l'existence d'un juge spécialisé : le juge de l'exécution. Les facteurs

sont exercés par le président du Tribunal de grande instance, ce qui est une question de compétence, ce dernier connaissant des "difficultés relatives aux Titres exécutoires et des contestations qui s'élevaient à l'occasion de l'exécution forcée" (article L. 213-6 du code de l'organisation judiciaire).

Dans le cadre de l'exécution forcée des jugements plus spécifiquement, il est compétent pour trancher les litiges liés à l'exécution dans le cadre d'une procédure judiciaire, contradictoire et respectueuse des droits des parties (articles R. 121-5 du CPC et suivants). Le juge de l'exécution constitue alors l'interlocuteur privilégié de celui qui se considérerait comme victime de mesures d'exécution infondées ou excessives. Si le jugement a force de vérité légale au regard du principe de l'autorité de la chose jugée (article 1351 du code civil), son exécution doit être raisonnée et l'intervention du juge permet de s'en assurer. Aussi, le juge de l'exécution dispose de la faculté d'ordonner la mainlevée de toute mesure inutile ou abusive, et de condamner le créancier à des dommages et intérêts en cas d'abus de saisie (article L. 121-2 du CPC).

B / Une procédure limitée et proportionnée, préservant les droits fondamentaux dans l'exécution  
d'exécution du jugement doit emprunter les procédures les moins répressives et proportionnées au but recherché (1),

# ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

## FEUILLE INTERCALAIRE N° 5

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

afin de préserver les intérêts patrimoniaux comme personnes de la personne visée (2).

### 1) La nécessité et la proportionnalité de la mesure d'exécution du jugement

Qu'il s'agisse d'assurer l'exécution forcée d'une convention comme d'un jugement, le code des procédures civiles d'exécution organise une protection dans le degré de contrainte des mesures. Si le choix de la procédure appartient au créancier, la loi lui impose de choisir le dispositif le moins contraignant, l'exécution ne pouvant excéder ce qui se révèle nécessaire (article L. 111-7 CPC).

Au-delà de cette protection générale, chaque mesure d'exécution en particulier est organisée en vue de laisser des délais au débiteur de l'exécution du jugement et de régler les conséquences liées à la mise en œuvre de la décision de manière amiable. Par exemple, la saisie-vente de biens corporels, qui peut être utilisée pour assurer l'exécution forcée du paiement d'une somme d'argent résultant d'un jugement, ne peut être ordonnée qu'après signification d'un commandement de payer resté sans effet pendant 8 jours (R. 221-10 CPC). De la même manière, la procédure de saisie immobilière est organisée de manière à

favoriser la vente amiable à l'initiative de la personne condamnée, plutôt que l'adjudication (article L. 322-1 du CPC). L'ensemble des procédures civiles d'exécution tendent à assurer la mise en œuvre efficace du jugement, tout en cherchant à préserver le climat d'apaisement issu de la résolution du conflit initial. L'exécution du jugement ne saurait devenir le lieu d'une nouvelle "vengeance" contre la personne en la défaveur de laquelle a été rendu le jugement.

## 2) La préservation des intérêts de la personne visée par l'exécution

C'est également pour cette raison que la loi assure la préservation de la dignité de la personne condamnée dans l'exécution du jugement. Une disposition générale, l'article R. 141-3 du CPC, dispose ainsi que la personne qui a refusé une mesure d'exécution forcée ne peut y assister. Il s'agit alors de s'assurer de causer le moins de désagréments au débiteur de l'exécution du jugement. Cette préoccupation se retrouve également dans des dispositions particulières dans le code des procédures civiles d'exécution.

Les intérêts patrimoniaux de la personne condamnée, malgré l'atteinte financière évidente au patrimoine causée par l'exécution forcée, doivent être préservés. Ainsi, la loi préfère de recourir préférentiellement à des procédures

# ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

## FEUILLE INTERCALAIRE N°6

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

de saisie directe des rémunérations du Travail au ou au compte de dépôt pour les condamnations de moins de 535 euros (article L.221-2 CPC) plutôt qu'à des saisies - vente de biens meubles. De même, un certain nombre de biens sont déclarés insaisissables par la loi, même quand il s'agit de l'exécutai d'une décision de justice. L'article L.112-2 du CPC, dans son souci évident de protéger les intérêts patrimoniaux du débiteur, déclare par exemple insaisissables les biens nécessaires au travail et à la vie du saisi.

Enfin, l'exécutai du jugement doit évidemment préserver les intérêts personnels de la personne visée. Des précautions sont notamment prises concernant les procédures ayant lieu dans un local d'habitation : une autorité ou des témoins doivent être présents pour s'assurer du caractère respectueux de la mesure (article L.142-1 CPC). Enfin, la mise en œuvre d'une procédure d'expulsion, très contraignante pour la personne visée, est soumise au respect d'une procédure très formelle (articles L.44-10 du CPC) - Elle est subordonnée à l'accomplissement de diligences préalables pour permettre le logement des occupants, et peut être suspendue en cas de conséquences d'une

extrême du net (article L. 412-2 CPCE).

L'exécution du jugement est donc un droit : garanti par la Convention Européenne des Droits de l'Homme, encadrée par le code de procédure civile, elle est nécessaire pour assurer le caractère obligatoire des décisions de justice. Néanmoins, la loi organise la médiation entre l'impératif de l'exécution et la préservation des droits des deux parties : la justice se pose avec d'autant plus d'acuité que cet objectif est plus récent (réforme de la profession d'huissiers de justice, devenus commissaires de justice) tentant de dégager un nouvel équilibre).